

NO LAND, NO FOOD, NO FUTURE

« SANS TERRE, PAS DE NOURRITURE, PAS DE FUTUR »

QUELLE PLACE POUR LA JEUNESSE DANS L'AGRICULTURE ?



L'EXEMPLE PHILIPPIN

Avec le soutien de

E&F est également soutenue par

« SANS TERRE, PAS DE NOURRITURE, PAS DE FUTUR »

Un slogan qui résonne aussi en Belgique

PRÉFACE À DEUX VOIX DE TERRE-EN-VUE ET ENTRAIDE & FRATERNITÉ

La terre nourricière est un bien inestimable, aujourd'hui fortement menacé de toute part : urbanisation constante, course à l'hectare pour l'agro-industrie, concurrence avec d'autres usages de cette terre aussi multiples qu'incompatibles avec la fonction nourricière, voire destructeurs de celle-ci.

Assis derrière nos assiettes bien remplies, nous sommes encore trop peu nombreux à avoir pris conscience des enjeux liés à ces réalités.

Or, comme l'indique le slogan prôné par les partenaires d'Entraide et Fraternité aux Philippines, titre de cette étude : « sans terre, pas de nourriture, pas de futur ».

Sans accès à la terre pour les paysan-ne-s, l'humanité ne sera pas capable de répondre aux besoins alimentaires d'une population toujours plus dense. Il est donc urgent **d'œuvrer à la sauvegarde des terres agricoles et au développement d'un nouveau modèle agricole**, sans quoi nous ne serons pas en mesure de nous nourrir demain de façon durable. Et ce, non seulement dans les pays du Sud, mais aussi – et tout autant – dans les pays du Nord. Et donc chez nous, en Belgique.

Cette double mission est au cœur de la lutte globale pour la souveraineté alimentaire, à laquelle participent Entraide et Fraternité et Terre-en-vue via leurs actions au Sud et en Belgique.

Terre-en-vue est né d'une volonté d'agir face à ce constat affolant : en Belgique, depuis 30 ans, 43 fermes disparaissent chaque semaine¹, au profit de grandes exploitations industrielles. Ce constat fait écho à la réalité des Philippines qui fait face à l'affaiblissement de l'agriculture familiale vivrière au profit d'une agriculture industrielle d'exportation. Mais d'autres similitudes sautent aux yeux entre les réalités agricoles belge et philippines : l'accès à la terre cadenassé et presque inaccessible pour les jeunes, une dépendance paralysante aux produits phytosanitaires, un endettement avilissant, mais surtout, une envie des jeunes d'une « autre agriculture ». Autant de problématiques communes qui nous invitent à créer des liens.

Les jeunes agriculteurs, acteurs-clés au Nord et au Sud

Par nos actions respectives, nos associations souhaitent encourager les jeunes agriculteurs à développer des projets de production alimentaire résilients.

Par son soutien à des projets d'agriculture et de pêche durable aux Philippines, Entraide et Fraternité vise à renforcer les communautés paysannes afin de les rendre plus autonomes. Grâce aux associations partenaires locales, les paysan-ne-s sont épaulés pour défendre leur droit à une terre, sortent de leur isolement pour s'échanger des bonnes pratiques et s'organiser en coopératives, reçoivent des conseils pour diversifier leurs cultures de façon agroécologique, bénéficient d'outils et d'infrastructures qui allègent leurs tâches et facilitent la commercialisation de leurs produits. Tout ce travail permet de revaloriser le métier d'agriculteur et de pêcheur et d'inciter les jeunes à reprendre le flambeau.

En Belgique, Terre-en-vue travaille **de deux manières différentes**.

La première consiste à faciliter les **transmissions et la reprise de fermes**. En effet, grâce à l'acquisition des terres agricoles, les fermes soutenues par Terre-en-vue deviennent davantage transmissibles et assurent ainsi leur avenir par la reprise des jeunes générations. Les agriculteurs soutenus par Terre-en-vue en sont les premiers convaincus : « *Nous soignons et travaillons les terres pour produire des aliments, mais nous n'avons pas besoin d'en être propriétaires. C'est important de penser à la génération suivante, qui ne devrait pas s'endetter pour poursuivre l'activité.* » Actuellement, plus de 50 % des agriculteurs belges ont plus de 50 ans, il est donc urgent pour l'avenir de l'agriculture, de faciliter la transmission des fermes.

Autre défi de taille : installer des jeunes « NIMA » (Non Issus du Milieu Agricole), de plus en plus nombreux à se tourner vers l'agriculture durable. En effet,

¹ Il s'agit d'une moyenne. Source : Statbel, l'office belge des statistiques.

l'enjeu du renouvellement et de l'ouverture du secteur à d'autres types de personnes et de projets est tout aussi crucial pour l'avenir de l'agriculture que la question de la transmission des fermes. Mais il n'est pas nécessairement évident de se lancer dans un projet agricole. C'est donc pour favoriser les chances de réussite de ces installations que des espaces-tests agricoles ont vu le jour en Wallonie et à Bruxelles : des petites parcelles agricoles sur lesquelles le/la futur-e agriculteur/agricultrice peut se tester (spécialement pour une activité de maraîchage) pendant 1 à 2 ans en conditions presque réelles, tout en bénéficiant d'un cadre juridique protecteur (période de couveuse d'entreprise). Terre-en-vue est partie prenante dans l'organisation de ces espaces-tests et intervient principalement à la fin de la période-test, lorsqu'il s'agit d'aider concrètement les jeunes qui souhaitent poursuivre ce métier à chercher une terre sur laquelle ils pourront s'installer à long terme.

Le devenir de l'agriculture, dans les mains des jeunes

L'implication des jeunes est donc primordiale pour l'avenir de l'agriculture, et ce, peu importe le contexte géopolitique - comme l'illustre bien l'étude qui suit.

En Belgique, Terre-en-vue, c'est aussi **une communauté d'agriculteurs** qui, ensemble, en lien direct avec les citoyens-coopérateurs, réfléchissent à la définition de l'agriculture de demain.

Peu à peu, principalement sous l'impulsion des jeunes, issus ou non du milieu agricole, de nouveaux modèles se dessinent : des projets plus petits (limitation de l'endettement), des projets collectifs (répartition de la charge et des difficultés de travail), distribution en circuits courts (garantie des prix de vente des produits), etc. Autrement dit, des projets plus résilients.

Terre-en-vue est convaincu du bien-fondé de ces initiatives, qui visent à alléger et à **revaloriser le métier d'agriculteur, et donc à le rendre plus attractif pour les jeunes.**

Aux Philippines, c'est également l'objectif des partenaires d'Entraide et Fraternité. En insistant sur les bienfaits sanitaires, environnementaux et économiques que recèle l'agroécologie et la pêche durable, les associations locales permettent aux jeunes de considérer ces voies comme porteuses d'avenir.

Une place pour tous ces jeunes, inspirants et inspirés, mais aussi pour chacun de nous, citoyens. Car pour que ces nouveaux modèles, plus durables, puissent éclore, il est nécessaire de le soutenir au niveau local, tant politique (pouvoirs locaux) que citoyen. Chacun à son niveau a la possibilité (le devoir?) d'agir. De cela aussi, Terre-en-vue et Entraide et Fraternité en sont convaincus. Cette étude est l'occasion de montrer combien il est nécessaire de stimuler notre capacité d'action pour construire un changement collectif.

Entre le Nord et le Sud, entre les générations, entre les producteurs et les consommateurs, plus que tout, l'agriculture a un besoin urgent de **solidarité**.



Le mouvement Terre-en-vue a vu le jour en 2011 à l'initiative du ReSAP (Réseau de Soutien à l'Agriculture Paysanne). Notre objectif est de **préserv**er les terres agricoles en Wallonie et à Bruxelles², et **de les rendre accessibles** aux agriculteurs qui développent **un projet nourricier durable**. On entend par « durable », un projet à taille humaine, visant à nourrir la population locale, qui favorise la création d'emploi, le respect des sols et de la biodiversité ainsi que la distribution des produits en circuits courts.

Pour ce faire, Terre-en-vue a créé une **coopérative à finalité sociale**, qui, grâce aux parts investies par les citoyens (100€/part), acquiert des terres agricoles pour les louer aux agriculteurs qui s'inscrivent dans sa philosophie. Depuis sa création, Terre-en-vue a acquis 67 hectares en soutien à 10 fermes de proximité.



² La coopérative De Landgenoten agit de façon similaire en Flandres.

« **NO LAND, NO FOOD, NO FUTURE** » (« *Sans terre, pas de nourriture, pas de futur* ») est le slogan qui unit les associations philippines soutenues par Entraide et Fraternité (ci-dessous E&F). Leur message est clair : sans accès à une terre, il est impossible de produire de la nourriture de façon durable, et par conséquent, notre futur collectif est compromis. Actives dans la défense de l'agriculture paysanne agroécologique et de la pêche durable sur l'île de Mindanao, les partenaires d'E&F n'envisagent pas l'avenir en dehors de l'idéal de souveraineté alimentaire. Entraide et Fraternité partage cette vision de l'agriculture résolument tournée vers l'avenir.

Dans un contexte de dérèglement des écosystèmes, de croissance démographique mondiale (+1,12% par an) où la majorité de la population est désormais urbaine (54%), se poser la question de qui va nous nourrir et selon *quel modèle agricole* est vital. Fournissant ac-

tuellement 80% de la nourriture consommée dans le monde³, l'agriculture familiale est une voie à suivre. Dans cette perspective, sa pérennisation aux Philippines, comme en Belgique d'ailleurs⁴, par les nouvelles générations est un défi majeur.

En s'appuyant sur l'exemple de l'agriculture philippine, cette analyse questionne l'agriculture familiale en prenant comme points cardinaux de son argumentation, la terre, la nourriture, le futur et la jeunesse ; cela à la lumière de l'expérience de terrain des associations partenaires locales. Cette réflexion, à partir du cas philippin, permet de réaliser, d'une part, à quel point l'agriculture familiale du Sud est confrontée à des défis similaires à l'agriculture du Nord, et d'autre part, combien il est important de renforcer les liens de solidarité pour charpenter une souveraineté alimentaire pour toutes et tous.

TERRE

L'île de Mindanao, située au sud de l'archipel des Philippines, fournit 40% des récoltes agricoles du pays⁵. Son économie est donc profondément basée sur l'agriculture. En tant que paysan, avoir le contrôle sur une terre est alors une nécessité pour envisager sereinement l'avenir. Pourtant, hérité de 350 ans de colonialisme espagnol et 50 ans de présence américaine, **est aujourd'hui profondément inégalitaire**. Bien que cette injustice touche un grand nombre de familles paysannes, les premiers concernés par ces discriminations sont les populations marginalisées, telles que les musulmans (5% de la population philippine) et les indigènes (estimés entre 10 et 20% de la population nationale).

LA TERRE : UN ENJEU INTERCOMMUNAUTAIRE

Depuis plus de 40 ans, un climat d'insécurité est présent sur l'île de Mindanao en raison d'un conflit armé entre les forces gouvernementales et une rébellion indépendantiste musulmane. Toutefois, plus qu'un fait identitaire ou religieux, les racines des violences sont aussi à chercher dans l'histoire de la dépossession foncière des populations devenues aujourd'hui minoritaires : les indigènes et les musulmans. Afin de contribuer à l'apaisement des conflits entre chrétiens, indigènes et musulmans, les partenaires d'E&F mettent en œuvre un programme de développement rural visant la construction de la paix intercommunautaire. L'accès à une terre demeure néanmoins une problématique fondamentale.



3 <http://www.fao.org/zhc/detail-events/fr/c/272677/>

4 L'âge moyen des agriculteurs en Belgique est de plus de 55 ans.

5 Maria Cecilia Ferolin, Wilma A. Dunaway, « 'Dépaysannisation' de la pêche philippine au service du marché mondial », Entre terre et mer. Quel avenir pour la pêche ?, in : Alternatives Sud, vol. 24, 2017, p. 57-79.

1 LA POURSUITE DU MÉTAYAGE AU XXI^E SIÈCLE

Un modèle foncier courant aux Philippines est le système de métayage. La terre du propriétaire est mise à disposition de l'agriculteur qui a l'obligation légale de, soit lui verser un pourcentage de chacune de ses récoltes (il varie en fonction de la culture mais s'élève à 20% en moyenne), soit lui verser un montant fixe par mois.

De plus, tous les frais liés à la production (intrants, machines, traitement et séchage, etc.) sont à la charge du paysan qui entretient la terre. L'utilisation d'intrants chimiques est largement encouragée par les grandes entreprises et l'État car elle est présentée comme une solution pour produire plus et plus rapidement. Or, ces produits sont très onéreux. Le capital d'investissement agricole est donc souvent supérieur à ce que le paysan est en mesure d'investir. Celui-ci est ainsi forcé d'avoir recours aux services de commerçants-prêteurs (appelés « traders »), à qui il emprunte de l'argent à des taux d'intérêt très élevés (15%, parfois même 25% par mois). Les agriculteurs, endettés, espèrent ainsi que leur production agricole, boostée à coups de produits chimiques, soit rentable.

Ce système foncier, couplé à la promotion de l'agriculture chimique, a donc pour effet d'enfermer les agriculteurs dans un **cycle d'endettement et de dépendance vis-à-vis des produits phytosanitaires, des traders et des propriétaires terriens**, qui en tirent profit. En contrepartie, il maintient les paysans dans un rôle de « prestataire de services », privés de contrôle sur leurs moyens de production.

En Belgique, l'endettement des agriculteurs est aussi une réalité⁶. Les incitations productivistes européennes à l'agrandissement des fermes ont poussé l'agriculture à suivre une tendance de mécanisation. Alors que le prix du foncier monte en flèche, le coût d'acquisition et de fonctionnement d'une « exploitation agricole » est désormais pratiquement impossible sans contracter une dette considérable. Ce système d'endettement, où la seule solution présentée pour s'en sortir est de produire plus pour être capable de rembourser, entraîne des conséquences destructrices pour l'agriculture au Nord et au Sud. L'une d'entre elles est le découragement des jeunes à s'engager dans une agriculture asphyxiée.



© Entraide et Fraternité



Rencontre de plaidoyer de KilosKa auprès des organes du gouvernement.

© KilosKa

6 Vanessa Martin, « La PAC et l'endettement des agriculteurs-trices : Quelles politiques alternatives ? », septembre 2017 : www.cadtm.org/La-PAC-et-l-endettement-des

RÉFORME AGRAIRE DE L'ÉTAT PHILIPPIN : AVANCÉE OU ABOUTISSEMENT ?

La revendication d'une « justice agraire » pour démanteler le monopole de la propriété foncière est portée de longue date par les mouvements paysans philippins. Après plusieurs tentatives manquées, cette exigence est écoutée en 1988 et une réforme agraire est engagée afin de redistribuer plus équitablement la terre. La réforme devait prioritairement bénéficier à deux types d'acteurs : les métayers et les ouvriers agricoles permanents.

Comme dans beaucoup d'autres pays du Sud, la terre est concentrée entre les mains de personnes influentes et, de plus en plus, d'entreprises transnationales d'exploitation agricole, minière ou forestière. **En Asie du Sud-Est, c'est aux Philippines que la répartition des terres est la plus inégale**⁷. L'objectif initial de redistribution⁸, entamée par les services gouvernementaux en 1988, était fixé à 10,2 millions d'hectares (puis revu à la baisse à 7,8 millions d'ha), terres publiques et privées confondues. Le délai de réalisation était fixé à 10 ans mais vu l'ampleur de la tâche, il a été étendu à plusieurs reprises.

L'étude d'Entraide et Fraternité *Sans terre, pas d'avenir*⁹ rendait compte de la réalisation partielle de la réforme jusqu'en 2011. Depuis, le programme a de nouveau été prolongé jusqu'en 2016, mais les constats soulignés dans l'étude sont toujours d'actualité : la réforme reste inaboutie.

Entre 2010 et 2016, la mise en œuvre de la réforme a été très ralentie et n'a pas donné les résultats escomptés. Le fait de procéder à la distribution de terres publiques avant de s'attaquer aux terres privées, considérées comme des cas plus compliqués, a eu pour effet d'exempter une large partie des propriétaires privés de la réforme. Au 31 décembre 2015, 625 432 hectares devaient encore être distribués, dont 90% de terres privées.

L'année 2016 sonne le glas du programme de réforme agraire. Faute de budget et de volonté politique forte, c'en est fini des renouvellements. Aucun nouveau dossier ne sera traité, tandis que les ressources restantes seront attribuées à la clôture des dossiers en cours. Pourtant, le programme laisse bon nombre de paysans de côté et nombreux sont les propriétaires qui ont pu contourner la législation. **Le problème foncier reste donc d'actualité** et représente un nœud crucial pour le développement socio-économique des communautés paysannes.

COMMENT AGISSENT LES PARTENAIRES D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ SUR LE TERRAIN ?

Dans ce contexte, CONZARRD, DKMP, KILOS KA, SUM-PAY, organisations partenaires d'Entraide et Fraternité à Mindanao, soutiennent leurs organisations paysannes membres dans la revendication de leur droit à la terre. Leur appui est précieux pour les paysans généralement peu habitués aux méandres administratifs, les démarches se révélant souvent longues, coûteuses, éprouvantes, et mettant même parfois leur vie en péril.

KilosKa, spécialisé dans le plaidoyer, a mené deux grandes campagnes de lobbying, en 2012 et août 2018, apportant à chaque fois aux organes gouvernementaux compétents¹⁰ une quarantaine de cas documentés de paysans indigènes en lutte pour leur terre. En 2012, 44 cas ont été traités et l'issue a été très positive puisque 13 751 ha ont ainsi été redistribués aux bénéficiaires légitimes de la réforme agraire, tout cela pour la seule province de Cotabato du Sud (sur l'île de Mindanao) ! Ce résultat demande énormément de préparation car, même si les paysans entrent dans les critères définis par le Département de la réforme agraire (DAR) et ont effectivement droit à réclamer une terre, il est nécessaire de se montrer persuasif et irréprochable quant aux dossiers présentés.

Le travail de fourmi des mois précédant les rencontres avec les autorités nationales comprend plusieurs étapes : compiler des cas ; effectuer des missions de terrain pour récolter des données ; rassembler des documents pour constituer les dossiers ; passer en revue les précédentes étapes de plaidoyer au niveau local et régional ; fixer les rendez-vous avec les autorités ; mettre en place des jeux de rôles pour tester les argumentaires élaborés et se préparer à la confrontation d'un avis contraire ; programmer les sorties dans les médias.

Les résultats de la campagne de plaidoyer de 2018, se concentrant sur une majorité de cas du Lanao du Nord, risquent d'être moins spectaculaires puisque le programme de réforme agraire est officiellement terminé. Néanmoins, les partenaires d'E&F soutiennent qu'il est important de maintenir la pression sur le gouvernement pour leur transmettre les réalités de terrain et souligner l'inachèvement du projet de réforme.

7 Wright S., Diosa Labiste M., Histoires de lutte. La réforme foncière à Negros aux Philippines, Presses de l'Université des Philippines, 2017.

8 Il ne s'agit pas réellement d'une redistribution de la terre mais plutôt d'un rachat puisque les propriétaires perçoivent une compensation financière des paysans ou de l'État pour leur terre cédée. Si les nouveaux propriétaires ne peuvent pas payer, le certificat foncier est annulé.

9 Sans terre, pas d'avenir. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?, étude d'Entraide et Fraternité, coordination : Carmelina Carracillo, 2011.

10 DAR (Département de la réforme agraire), DA (Département de l'agriculture), NCIP (National Commission of Indigenous People), DENR (Département de l'environnement et des ressources naturelles), la NFA (National Food Authority).

LA TERRE, UN BUSINESS SANGLANT

La terre est à ce point au centre des préoccupations aux Philippines que le pays est reconnu comme le plus dangereux du monde pour les paysans et les activistes militant pour une réforme agraire – le Brésil et la Colombie suivant de près¹¹. En effet, le rapport Land and Rights Watch dénombre **61 personnes assassinées ; 72 arrestations, détentions, poursuites judiciaires ; 6 menaces, harcèlements, agressions physiques ; et 1838 déplacements recensés en raison de conflits fonciers** pour l'année 2017¹². Plus de la moitié des assassinats ont eu lieu à Mindanao. La déclaration de la loi martiale sur toute l'île en mai 2017¹³ a eu pour effet d'augmenter les violations de droits humains commis à l'encontre des paysans et des indigènes. Ces crimes sont généralement perpétrés par des militaires, paramilitaires, ou un personnel de sécurité privée. Toutefois, les véritables responsables sont à chercher ailleurs.

Les élites locales, le règne des « dynasties politiques »

Il est fréquent que les propriétaires fonciers entretiennent des relations étroites avec différents niveaux de pouvoirs : local, provincial, régional, le Sénat, le gouvernement, les administrations. Cette interrelation entre pouvoir foncier et pouvoir politique a popularisé l'expression de véritables « dynasties politiques ». Si leurs membres sont sujets à la réforme agraire, de nombreuses techniques sont déployées pour y échapper : conversion de la terre en parcelle commerciale afin de ne plus être éligible à la réforme¹⁴, corruption des politiques, ralentissement des procédures administratives en introduisant des recours juridiques, pots-de-vin offerts aux paysans pour qu'ils abandonnent la procédure, intimidation voire criminalisation des paysans via la corruption de forces de l'ordre ou l'embauche de milices privées.

Grandes entreprises : l'expansion de l'agrobusiness et de l'exploitation minière

Outre les propriétaires fonciers locaux, les grandes entreprises nationales et étrangères ont également une lourde responsabilité dans le phénomène de concentration des terres et le maintien des communautés paysannes dans la pauvreté. Suite aux mesures des gouvernements successifs pour favoriser l'installation du « big business » aux Philippines, les retombées sur l'amélioration du bien-être des populations se font attendre. Alors que le pays poursuit un développement économique fulgurant (+ 6,7% du PIB/an), le respect du droit à l'alimentation aux Philippines est, quant à lui, toujours dans le rouge. **En 2016, 68,3% des foyers philippins ne satisfaisaient pas leurs besoins nutritionnels minimum**¹⁵.

À Mindanao, 12% des terres agricoles sont occupées par des plantations d'entreprises destinées à l'exportation. Ces cultures sont appelées « **cash crops** » : ananas, bananes, huile de palme, cacao, canne à sucre et caoutchouc principalement¹⁶. Depuis 2015, les Philippines bénéficient d'un traitement préférentiel pour faciliter leurs importations au sein de l'Union européenne, sans coût tarifaire. La Belgique fait partie des pays qui importent des produits agroalimentaires en provenance des Philippines. Parmi ceux-ci, on retrouve des ananas, du thon, mais aussi du pain et des biscuits¹⁷.

L'exploitation minière, en pleine expansion, occupe, elle aussi, de plus en plus de surface cultivable. Les Philippines regorgent de ressources telles que le cuivre, le nickel, le plomb, l'argent, l'or, le zinc, le fer, mais aussi le gaz et le pétrole. Lors de la dernière décennie, 47 mines ont été mises en activité dans le pays¹⁸.

11 « Philippines, Colombia, and Brazil remain the most dangerous places for farmers and land reform advocates », communiqué de presse du 21 juin 2018 publié par la Coalition paysanne pour la Souveraineté alimentaire et la Coalition paysanne asiatique.

12 Land and Rights Watch, rapport 2017 du Pesticide Action Network Asia & Pacific (PANAP). Rappelons-nous qu'en 2013, Venecia Inday Natinga, membre de DKMP (partenaire d'Entraide et Fraternité), avait été assassinée.

13 La loi martiale a été imposée en mars 2017 à Mindanao suite à l'éclatement d'un conflit armé dans la ville de Marawi entre des djihadistes musulmans se revendiquant de l'État islamiste et l'armée philippine. Bien que ce conflit armé soit très localisé, le Président a déclaré la loi martiale applicable à toute l'île, profitant ainsi du régime de restriction des libertés pour faciliter les arrestations et exécutions extrajudiciaires (dénombrées à 20 000 entre 2016 et 2018) dans le cadre de sa campagne contre les dealers et usagers de stupéfiants. Toutefois, celle-ci sert aussi de prétexte pour museler la société civile qui voudrait dénoncer les dérives du régime de Duterte et défendre les droits humains. En décembre 2018, elle a été prolongée jusque fin 2019.

14 Initialement, les terres utilisées pour des cultures commerciales comme le cacao, le caoutchouc, le café étaient provisoirement laissées de côté de la réforme. Ensuite, vu la difficulté de mise en œuvre, les plantations commerciales ont maintenu leurs privilèges et n'ont pas été inquiétées par les conséquences de la redistribution des terres. Des milliers d'hectares ont ainsi été convertis pour rester dans les mêmes mains.

15 People's Coalition of Food Sovereignty : <http://foodsov.org/old/content/violation-right-food-philippines>

16 Idem.

17 Les produits agricoles non-alimentaires, parmi lesquels figure peut-être le caoutchouc, ne sont pas détaillés dans le document de l'Agence belge pour le commerce extérieur : https://www.abh-ace.be/fr/statistiques/notes_bilaterales/bilaterale_notas_filipijnen

18 Olivet C., Garganera J., Sevilla F., Purugganan J., « Abandon de souveraineté aux Philippines : accords de libre-échange et mines », in : Accord de libre-échange. Cinquante nuances de marché, Alternatives Sud, vol. 24-2017, p. 81-94.

MÉGA PROJET DE MINE À CIEL OUVERT : LE CAS DE TAMPAKAN¹⁹

Actuellement, un projet de mine gigantesque d'exploitation de cuivre et d'or est en cours d'exploration et en demande d'approbation à Tampakan [province de Cotabato du sud, à Mindanao]. Celle-ci estime les réserves de cuivre à 15 millions de tonnes et 18 millions d'onces d'or, ce qui représenterait la plus grande mine à ciel ouvert et l'investissement étranger le plus important du pays. Ce projet d'exploitation minière est porté par une association d'entreprises appelée Sagittarius Mines Incorporated (rassemblant une multinationale anglo-suisse, une compagnie australienne et une firme philippine). Le projet couvrirait une surface de plus de 550 hectares et aurait un impact indirect sur 4000 hectares de forêts. Les terres convoitées par la mine sont pourtant occupées par des communautés locales, principalement indigènes, qui les considèrent comme des domaines ancestraux. Si le projet se concrétise, 5000 personnes sont sujettes à relocalisation. Depuis la fin des années 1990, une large mobilisation, impliquant les communautés locales, des mouvements sociaux, des ONG, l'Église, ainsi que d'autres acteurs au niveau local, s'est organisée pour s'opposer au projet et permettre sa suspension. Toutefois, la lutte pour la préservation du domaine ne se fait pas sans heurt. De nombreux cas d'agressions et d'assassinats ont été recensés et malgré les différents rapports d'experts indépendants et l'avertissement du rapporteur spécial des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones, l'abandon du projet n'est pas confirmé.

Jusqu'à présent, la législation foncière prévoit une protection des propriétaires terriens philippins vis-à-vis des acquéreurs étrangers. Selon la Constitution datant de 1987, les entreprises étrangères ne peuvent pas être propriétaires d'une terre à plus de 40%²⁰. Plusieurs options s'offrent actuellement aux entreprises :

- **Le principe « extract and go » :** les entreprises étrangères louent les terres privées via des baux de 50 ans (renouvelables tous les 25 ans). Cela convient parfaitement aux entreprises d'exploitation minière et forestière car dans ce délai, celles-ci feront en sorte qu'il n'y ait plus de ressources intéressantes à extraire et quitteront les lieux. Les populations locales, quant à elles, n'auront qu'à faire face aux conséquences, souvent désastreuses, sur leur lieu de vie.
- **Le développement d'une filiale locale :** les entreprises transnationales développent une filiale philippine, lui donne un statut d'acteur national ce qui lui permet de devenir propriétaire des terres. Ainsi, des multinationales américaines comme Dole ou Del Monte exploitent respectivement 35 000 ha de plantations de bananes et d'ananas, et 14 000 ha de plantations d'ananas, uniquement à Mindanao. À titre de comparaison, la taille moyenne d'une exploitation familiale aux Philippines est de 2,2 ha.

En plus des risques de la marginalisation de la population paysanne locale et de l'accaparement de terres que représente la multiplication de ce type d'exploitations, de lourdes conséquences sociales et environnementales sont aussi courantes.

Les **conditions de travail** dans ces grandes plantations sont souvent décriées. Un rapport du Centre des syndicats et des droits humains aux Philippines attestait, en 2012, que 24% des travailleurs dans l'industrie de l'huile de palme au nord-est de l'île de Mindanao avaient entre 5 et 17 ans. Plus récemment, divers articles ont dénoncé les violations du droit du travail par les grandes entreprises, notamment par la multinationale fruitière Dole. Non-respect du salaire minimum, pas de sécurité d'emploi, pas d'avantages, longues journées de travail sans paiement d'heures supplémentaires, sécurité sur le lieu non assurée : ces conditions caractérisent la « **contractualisation** »²¹. Devenue un véritable problème de société aux Philippines, la contractualisation est une conséquence directe de la libéralisation du travail : une succession de contrats temporaires (3-5 mois) qui ne donnent au travailleur aucune sécurité d'emploi et le privent de l'accès à une couverture sociale ou autres avantages. Les ouvriers agricoles dans l'agrobusiness sont particulièrement concernés par ce type de contrats précaires. Toutefois, leur salaire journalier de 300 pesos philippins (environ 5 euros) est présenté comme une juste contrepartie.

¹⁹ Plus d'informations sur <https://www.cetim.ch/le-projet-d'extraction-dor-et-de-cuivre-de-tampakan-et-les-violations-des-droits-humains-dans-le-south-cotabato-philippines/>

²⁰ Sauf si cette entreprise exporte plus de 70% de sa production. Il est actuellement question de réviser la Constitution au Parlement.

²¹ Voir l'article du Centre des syndicats et des droits humains <http://ctuhr.org/labor-rights-group-to-bello-give-workers-what-they-rightfully-deserve/>

Par ailleurs, travailler dans une grande plantation implique **l'exposition aux pesticides**. Les plus célèbres sont le *Gramoxone* de l'entreprise suisse *Syngenta* ou le *Round Up* commercialisé par *Bayer-Monsanto*, contenant du glyphosate. Le réseau associatif Pesticide Action Plan a réalisé, en 2015-2016, une étude sur l'utilisation des pesticides dans les plantations à Mindanao qui révèle que les travailleurs exposés aux produits toxiques ne portent pas ou peu de protection (gants, masques légers) et doivent même parfois les acheter de leur poche. Une formation rudimentaire est donnée sur la façon de manier ces produits mais elle reste insuffisante. En effet, en cas de contact de la peau avec les produits toxiques, il n'y a pas nécessairement d'eau accessible pour se laver²². De multiples effets sur la santé des travailleurs sont rapportés : maux de tête, pertes d'appétit, insomnies, déficiences visuelles, troubles respiratoires, engourdissements, démangeaisons cutanées, de nombreux cas de cancers sont aussi enregistrés²³. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les effets dangereux pour la santé des produits phytosanitaires, ressentis par les agriculteurs travaillant avec nos partenaires, sont souvent les raisons qui les motivent à se tourner vers le modèle agroécologique.

COMMENT AGISSENT LES PARTENAIRES D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ SUR LE TERRAIN ?

L'association de jeunes AKMK a organisé une formation de 5 jours relativement aux opérations minières, exploitations forestières et autres projets en cours qui menacent la biodiversité et la production de nourriture. Seize jeunes de différentes zones de Mindanao y ont participé. Cette formation prévoit notamment des visites de communautés affectées afin de se confronter aux témoignages de personnes directement impactées. Ce type d'activité représente un puissant outil de sensibilisation, en vue de mobilisations futures. *« Apprendre des luttes et des expériences concrètes des paysans favorise l'empowerment des jeunes. Les victoires des familles paysannes montrent que l'agriculture a encore un avenir meilleur aux Philippines. L'agriculture paysanne est peut-être la meilleure réponse au problème de la pauvreté et de la faim qui dure depuis des décennies, en particulier dans les campagnes »* déclare Mark L. Mandar, membre de l'équipe d'AKMK²⁴. Cette prise de conscience permet aux jeunes de se familiariser avec les enjeux de la souveraineté alimentaire et favorise leur participation à des mobilisations ultérieures.

²² <http://pan-international.org/resources/>

²³ Timo Kollbrunner, « Sur les traces nocives de Syngenta », *Public Eye Magazine*, n°8, novembre 2017.

²⁴ <http://akmkforum.weebly.com/the-youth-encounter-food-sufficiency-at-a-closer-look.html>



Jeunes du mouvement LMK de Beyong.

4 LA TERRE VUE PAR LA JEUNESSE

Les jeunes philippins sont bien conscients que l'accès à la terre dans leur pays représente un réel parcours du combattant, surtout si l'on est issu d'une famille paysanne sans grandes ressources. Certains jeunes voient leurs parents en lutte depuis des années sans toujours obtenir gain de cause au bout du compte. Cet accès à la terre cadencé - et la corruption qui y est intimement liée - alimente un retrait progressif de la jeunesse du milieu agricole. Pourquoi se donner tant de peine, si après tout, on reste pauvres et sans terre ? Toutefois, lorsque l'on interroge un groupe de jeunes de Begong du mouvement LMK afin de savoir s'ils aimeraient être propriétaires d'une parcelle, ils répondent en riant : « *Qui n'en rêverait pas ?* » L'attachement à une terre et au métier d'agriculteur reste donc très présent en milieu rural.

Dans ce combat pour revendiquer une terre, les jeunes ne font pas confiance aux politiques : « *Ce sont les plus gros propriétaires terriens. Ils n'ont pas intérêt à ce que le régime foncier change. Impossible que le changement vienne de leur côté* » Dès lors, la lutte pour la terre se mène via les mobilisations communautaires et les actions menées par les organisations paysannes locales.



© Jamel Caylan, KilosKa

LE CAS DE SAN LUIS ESTATE (PROVINCE DE LANA O DU NORD)

Depuis 6 ans, Nataniel est persécuté par le propriétaire de la parcelle qu'il cultive. Celui-ci le menace d'expulsion pour vendre sa terre, en prétextant tantôt que la terre n'est cultivée par personne, tantôt que le locataire ne paie pas de loyer. Une milice privée a été engagée afin d'intimider Nataniel et sa famille et leur empêcher l'accès à la terre. Nataniel a alors fait appel au soutien de DKMP, partenaire d'E&F, afin de l'aider à conserver sa parcelle. Une **occupation collective de la terre** a été organisée, sollicitant les membres d'autres organisations paysannes, l'assistance du maire et la protection de la police. « *Nous constituons des **barricades humaines** et des camps d'occupation de la terre pour bien montrer que ces terres ne sont pas abandonnées et qu'elles sont essentielles à la vie des paysans ! Au début, la police et la municipalité hésitaient à nous soutenir. Puis, on leur a montré l'article de loi qui les oblige à nous protéger et leur avons rappelé que nous avions averti les médias pour parler de l'affaire. Alors ils se sont impliqués, même si la police reste à distance. La municipalité nous a prêté des tracteurs pour l'occupation du terrain* », explique la coordinatrice de DKMP. « *Nous restons à plusieurs pour la nuit dans le campement. Les femmes sont souvent sollicitées pour garder les camps car les gardes privés du propriétaire n'osent pas attaquer les femmes. Associer les organisations paysannes musulmanes est aussi une stratégie efficace car les leaders musulmans sont souvent redoutés* ». Cette mobilisation a eu pour effet de montrer que les paysans n'étaient pas seuls et qu'ils pouvaient compter sur le soutien de leur communauté. DKMP a réalisé avec KilosKa, Sumpay, LAHRA (autre organisation partenaire d'E&F de défense des droits humains), une mission de collecte d'informations et a déposé plainte pour expulsion illégale. L'affaire suit aujourd'hui son cours.



© Entraide et Fraternité



Manifestation pour la souveraineté alimentaire, 2009



Manifestation contre une centrale à charbon de bois

COMMENT AGISSENT LES PARTENAIRES D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ SUR LE TERRAIN?

Mobilisations communautaires

Il arrive fréquemment qu'un agriculteur qui cultive une terre d'un propriétaire de façon légitime soit menacé d'expulsion. Or, le propriétaire n'a pas le droit d'expulser sans justification l'agriculteur qui travaille sa terre. Dans ces situations, les organisations partenaires d'E&F mobilisent la communauté pour venir en aide aux paysans menacés.

En Belgique, sensibiliser les communautés locales à la conservation des terres agricoles est aussi une stratégie mise en place par le mouvement Terre-en-vue. Lorsqu'un agriculteur est menacé de mettre la clef sous la porte, en raison d'un accès trop cadenasé au foncier, la solution proposée par Terre-en-vue est de sensibiliser la communauté proche de la ferme (mais aussi le grand public) afin de racheter collectivement des terres, permettant ainsi à la ferme de poursuivre son activité. Ce rachat prend la forme d'une prise de parts dans la coopérative de Terre-en-vue. Outre le soutien financier, cette démarche demande également un travail de sensibilisation quant à l'importance de soutenir une agriculture locale, vivrière et écologique qui présente une véritable plus-value sociétale pour la communauté environnant la ferme. Plus largement, ce soutien encourage la protection des terres agricoles, en cohérence avec les objectifs de souveraineté alimentaire²⁵.

Au Nord comme au Sud, le souci pour la préservation

des terres agricoles va bien au-delà des frontières strictes des espaces cultivés. Les témoignages de solidarité envers les paysans et paysannes en difficulté sont des outils précieux et efficaces contre l'atomisation de l'agriculture familiale.

Les manifestations dans l'espace public

Outre les mobilisations localisées, les partenaires d'E&F organisent également des **manifestations à plus grande échelle**. En juillet 2015 par exemple, une grande marche pour le climat a été menée à l'initiative des partenaires d'Entraide et Fraternité (AKMK, Sum-pay, DKMP, KilosKa, LAHRA) et d'autres organisations philippines comme le Mouvement pour la Paix à Mindanao (MPPM), afin de résister à un projet de centrale à charbon menaçant les terres de nombreux paysans et, plus largement, la préservation de l'environnement. Pendant 6 jours, un cortège de plus de 1000 personnes a parcouru 92 km de Lala à Iligan City, dans la province de Lanao du Nord. Chaque village sur leur route était l'occasion pour les organisateurs de parler du projet de centrale, du danger qu'il représentait et de faire signer des pétitions aux habitants des villages et aux autorités locales. Les églises représentaient des lieux de refuge, les enfants des écoles sortaient de classe pour soutenir les activistes, les habitants venaient offrir de la nourriture en guise d'encouragement. De nombreux jeunes étaient présents, comme organisateurs ou participants, notamment parce que le message de la marche était tourné vers les générations futures : « *Nous voulons un environnement sain, de l'eau propre et de l'air respirable, résistons au charbon !* »

25 Pour plus d'informations, voir : <https://terre-en-vue.be/>

L'écho médiatique local et national de cet événement a permis la suspension du projet.

Ce type de manifestation fait écho aux mobilisations organisées en Belgique à l'occasion du 17 avril, journée internationale des luttes paysannes. Depuis plusieurs années, le réseau de soutien à l'agriculture paysanne (RéSAP) invite citoyens et associations à participer à des actions lors de cette journée symbolique pour attirer l'attention sur le besoin de préserver les terres agricoles. Plusieurs projets ont été épinglés à travers la Belgique (construction d'une prison à Haren, extension d'un zoning à Ghislenghien et à Perwez, projet immobilier à Liège, etc.) illustrant les différentes pressions qui planent sur les espaces verts et agricoles²⁶. Ce parallèle démontre, une fois de plus, les similitudes entre le Nord et le Sud où l'enjeu de préserver une agriculture familiale et paysanne prend petit à petit de l'ampleur dans le débat public.

Les formes de résistance et de mobilisation pour un accès à la terre et à la justice sont donc multiples. Mais si tant d'efforts sont déployés par les organisations paysannes et les paysans eux-mêmes pour défendre leur **droit à la terre**, c'est parce que qu'il constitue le **nœud central de la souveraineté alimentaire**. Aux

Philippines, si les paysans ne sont pas propriétaires de la terre (à titre individuel ou collectif), le pouvoir de décision et de gestion de celle-ci leur est également refusé. En effet, dans certains cas, le paysan ne peut pas choisir de diversifier ses cultures ou de pratiquer des techniques agroécologiques, car le propriétaire craint une baisse de revenus.

L'accès à la terre aux Philippines est donc un maillon essentiel, aussi bien lié à des enjeux de justice sociale que de souveraineté alimentaire :

- Enjeu écologique : permettre la transition vers un système agroalimentaire durable ;
- Enjeu socio-économique : favoriser l'amélioration des conditions de vie des familles paysannes ;
- Enjeu politique : condition de l'émancipation des paysans et paysannes vis-à-vis de la classe des propriétaires terriens ;
- Enjeu intercommunautaire : nécessaire à l'apaisement des conflits et à la cohabitation pacifique des trois communautés (chrétiens, musulmans et indigènes).



26 Pour plus d'informations, voir : <https://www.luttеспaysannes.be/spip.php?rubrique2>

NOURRITURE

NOURRITURE

Le système alimentaire aux Philippines est actuellement en pleine transformation. Comme dans beaucoup d'autres pays aujourd'hui, le marché agroalimentaire philippin évolue d'un approvisionnement agricole local vers un marché toujours plus orienté vers l'international. Les Philippines importent désormais plus de nourriture qu'elles n'en exportent.

Parallèlement, comme en Europe, l'agriculture aux Philippines est globalement en perte de vitesse, et ce de plusieurs points de vue :

- **Sa valeur ajoutée au PIB** : alors que son apport était de 31% en 1974, il s'élève à 9,7% en 2017 (contre 59% pour la part des services)²⁷;
- **Le nombre d'emplois créés** : 23,9% de la population active travaillent dans l'agriculture, contre 56,4% dans

le secteur des services ou 19,7% dans l'industrie²⁸;

- **Le désinvestissement de l'État** : au profit des services et de l'industrie considérés comme des secteurs d'avenir (l'industrie minière, agroalimentaire mais aussi l'industrie chimique, de construction navale et textile sont particulièrement en expansion).

Toutefois, le secteur agricole reste important : la surface totale agricole est de 12,4 millions d'hectares (41% du territoire), cultivés majoritairement par des exploitations familiales. À Mindanao, l'agriculture est considérée comme fondamentale, tant d'un point de vue économique que culturel, mais divers obstacles entravent son développement.

1 LES PRINCIPAUX DÉFIS DE L'AGRICULTURE PAYSANNE PHILIPPINE

Dans ce contexte peu favorable, l'agriculture familiale s'apparente au roseau dans la tempête. Plusieurs défis de taille se présentent à ce modèle d'agriculture et aux millions de paysans et paysannes philippins qui continuent de la pratiquer.

Libéralisation de l'économie

Depuis les années 1990, les Philippines poursuivent une trajectoire de libéralisation économique, tant au niveau national que régional. La promulgation de la **Loi sur l'investissement étranger** en est une illustration. Cette loi vise l'ouverture du marché en offrant de nombreux avantages fiscaux et droits de douanes avantageux aux investisseurs étrangers²⁹. Parallèlement, les Philippines font partie de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), également tournée vers un modèle économique libéral. Une zone de libre-échange régionale a été constituée en 1992, renforcée en 2015 par l'établissement de la Communauté économique des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN Economic Community-AEC) visant à ouvrir davantage son économie au marché mondial. L'AEC

constitue aujourd'hui la 5^e plus grande économie au monde.

Cette orientation pro-business du pays et de la région a inmanquablement des effets sur l'agriculture paysanne. Tout d'abord, un nombre croissant de terres est converti à des fins non-agricoles (industries, tourisme, urbanisation), augmentant ainsi la pression foncière.

Ensuite, la petite agriculture paysanne, qui représente pourtant 5,7 millions d'exploitations dans le pays, voit son soutien étatique diminuer au profit de l'agriculture à grande échelle. Les dirigeants philippins se découragent face à son manque de productivité et préfèrent privilégier le développement de l'agrobusiness. Ce soutien se matérialise notamment via l'octroi de subventions et crédits à l'exportation, d'exemptions fiscales ou la facilitation de transactions foncières. Le Gouvernement entend ainsi privilégier le soutien aux « cash crops », cultures à haute valeur ajoutée, mieux valorisables sur le marché international (noix de coco, bananes, ananas, caoutchouc, huile de palme). La pêche est également vivement encouragée afin de tripler les exportations de produits de l'aquaculture de Mindanao, notamment vers la Chine³⁰.

27 <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS?locations=PH>

28 <http://psa.gov.ph/infographics>

29 Pesticide Action Network Asia and the Pacific, Building Community Resistance Against Land Grabbing, 2013.

30 Voir la fiche « Philippines » du gouvernement français « Les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples » : <http://agriculture.gouv.fr/philippines> et Maria Cecilia Ferolin, Wilma A. Dunaway, « 'Dépaysannisation' de la pêche philippine au service du marché mondial », Entre terre et mer. Quel avenir pour la pêche ?, in : Alternatives Sud, vol. 24, 2017, p. 57-79.

Une autre conséquence de la libéralisation économique est **l'augmentation du prix des matières premières**. Le retrait des pouvoirs régulateurs du Gouvernement sur le prix des denrées de base a favorisé, depuis 2014, la montée exorbitante des prix du riz (+103%) ou du porc et du poulet (jusqu'à +83%). En contrepartie, pour se prémunir des potentielles crises alimentaires, le gouvernement prévoit un organe gouvernemental, appelé la **National Food Authority (NFA)**, chargé de créer des stocks de riz à vendre à bons prix à la population en cas de pénurie. Or, au lieu d'acheter le riz aux producteurs philippins et de soutenir la production nationale, la NFA préfère le riz importé de Thaïlande ou du Vietnam en raison de son moindre coût, exerçant ainsi une pression sur le marché local et accentuant l'inflation³¹. Celle-ci est par ailleurs en hausse constante, atteignant un taux de 5,7% en juillet 2018. Cette situation a de lourdes répercussions pour les familles pauvres qui voient leur pouvoir d'achat diminuer, alors que le prix des denrées de base, lui, ne cesse d'augmenter.

La filière du riz philippin est pourtant considérée comme protégée car elle bénéficie de quotas stricts d'importations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En 2017, une fin des restrictions des importations de riz était annoncée afin d'accentuer l'ouverture commerciale du pays. Cette perspective a suscité de vives réactions au sein de la société civile philippine qui a mené campagne contre ce projet.

Les conséquences de la libéralisation économique sur l'agriculture locale représentent aussi un enjeu qui a mobilisé le monde agricole et la société civile en Belgique ces dernières années. Les négociations d'accords de commerce et d'investissement comme le TTIP (entre l'Europe et les États-Unis) ou le CETA (entre l'Europe et le Canada) ont eu pour effet de faire connaître au grand public les risques considérables que la dérégulation du marché économique faisait peser sur l'agriculture familiale et la santé publique³².

COMMENT AGISSENT LES PARTENAIRES D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ SUR LE TERRAIN ?

Les partenaires d'E&F ont rejoint ce mouvement de contestation, prônant une protection de l'agriculture locale. Ils se sont mobilisés pour le plaidoyer et la sensibilisation des organisations paysannes, ont organisé des journées d'information sur le sujet, ont fait imprimer des t-shirts au message on ne peut plus clair « *Stop rice importation* » (« *stop à l'importation de riz* »). Cette mobilisation de la société civile a favorisé la décision de prolonger les restrictions d'importations pour 3 ans (jusqu'à 2020).

En dehors du plaidoyer politique pour défendre l'agriculture locale et dénoncer les impacts de la libéralisation économique, ils contribuent à assurer la pérennité de l'agriculture paysanne philippine. L'organisation de jeunes AKMK a, par exemple, mis en place un magasin en ligne appelé Alterspace qui vend des produits alimentaires agroécologiques à Iligan City. On peut lire sur le site : « *AlterSpace, est une entreprise sociale qui relie les producteurs et les consommateurs de produits biologiques via une plateforme en ligne. Contrairement à l'organisation actuelle du marché où les acheteurs ne sont que des utilisateurs finaux et sont privés des informations vitales concernant leurs choix alimentaires, Alternative Space vise à sensibiliser davantage les consommateurs sur la manière dont a été cultivée leur nourriture et sur son lieu de production. Il est même possible de rencontrer l'agriculteur en personne* »³³ »

Cette initiative de promotion des circuits courts est tout à fait en cohérence avec le mouvement de transition en Belgique et ailleurs dans les pays du Nord.



© Entraide et Fraternité

31 <http://business.freefrencharticles.com/index.php/2018/05/29/les-philippines-approuvent-805-200-tonnes-de-riz-import-sous-contingent/>

32 Comme la pression accrue sur les petites exploitations familiales mises en concurrence avec des industries agroalimentaires, ou l'introduction sur le marché européen de produits jusque-là interdits (cultures boostées avec certains pesticides, nourriture génétiquement modifiée, viande traitée aux antibiotiques ou hormones, etc.)

33 <http://akmkforum.weebly.com/youth-led-online-organic-shop-now-open.html>

Utilisation d'intrants chimiques : SOS glyphosate !

L'usage du célèbre herbicide à base de glyphosate, commercialisé sous le nom de Round Up par Monsanto devenu Bayer, est très répandu aux Philippines. Bien que ce produit ne soit censé être vendu uniquement dans des magasins d'approvisionnement agricole, il est actuellement en vente libre comme un simple produit de consommation et est même subventionné par le gouvernement pour les agriculteurs qui en font la demande. D'innombrables panneaux publicitaires en font sa promotion le long des routes, dans les champs ou même sur les façades des maisons privées. Profitant du fait qu'il n'existe pas de loi interdisant cette pratique, ces publicités sont placées sans autorisation des communes.

Les dangers que représentent ces produits pour la santé publique, mais aussi pour l'environnement, sont encore trop méconnus de la population philippine, même si les agriculteurs qui remettent en question le modèle de l'agriculture chimique « moderne » sont de plus en plus nombreux.

Panneaux publicitaires pour le glyphosate



ET LE DÉBAT SUR LE GLYPHOSATE EN EUROPE, IL EN EST OÙ ?

En Europe, la question du glyphosate a fait son entrée dans le débat public depuis quelques années. Cette molécule, composant principal de plus de 300 désherbants, a été classée comme « *cancérogène probable* » en 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer. Néanmoins, sa production atteint un total de 800 000 tonnes/an.

En novembre 2017, l'Union européenne a pris la décision de reconduire pour 5 ans l'autorisation de cette molécule sur le marché. Les firmes phytosanitaires se félicitent de cette décision, ainsi que toute une frange d'agriculteurs conventionnels - conseillés par ces mêmes firmes - qui se retrouveraient démunis en cas d'interdiction pure et simple. En effet, le monde agricole européen, rendu dépendant de ce type de produits, doit être soutenu pour se préparer à une sortie du modèle chimique et établir un plan de sortie solide afin d'éviter de voir sa production complètement anéantie. La transition agricole est donc une matière urgente, réclamée par une proportion toujours plus importante de la population en demande de produits biologiques.

En attendant, certains pays européens comme la Belgique ou la France ont interdit la vente et l'usage des produits à base de glyphosate pour les particuliers et les services publics en charge de l'entretien des espaces publics.

COMMENT AGISSENT LES PARTENAIRES D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ SUR LE TERRAIN ?

Nos partenaires philippins effectuent dès lors un **plaidoyer au niveau local** pour sensibiliser les communes au danger présenté par ces produits afin qu'elles régulent ses conditions de vente et promulguent des ordonnances interdisant l'affichage publicitaire qui en vante les mérites.

Un autre **travail de sensibilisation important pour nos partenaires est celui mené en direction des paysans eux-mêmes**, souvent convaincus que le métier d'agri-

culteur ne peut être rentable que via l'utilisation de tels produits. Ils proposent dès lors des formations au sein de leurs fermes-écoles pour se désaliéner de l'agriculture pétrochimique. Des formateurs agronomes présentent des pratiques alternatives, comme l'utilité de la diversification des cultures, les préparations de concoctions naturelles pour prendre soin des plantes ou du bétail (engrais, énergisants, antiparasites) ou encore la technique du vermicompost. Après avoir suivi les cycles de formation, les paysans reçoivent un « certificat d'agriculture durable ». Cette reconnaissance les encourage à continuer dans cette voie.

CHOISIR DE PRODUIRE DU RIZ BIOLOGIQUE, UN CALCUL VITE FAIT !

Cultiver le riz de façon agroécologique demande plus de temps et représente un travail important (32 étapes de production au total !) mais nombreux sont les avantages à la clef. Benjamin Monterola, paysan membre de CONZARRD, nous explique pourquoi il produit aujourd'hui du riz de façon agroécologique :

Augmentation du volume : le riz cultivé de façon biologique est plus lourd que le riz cultivé avec des produits chimiques. Par conséquent, le volume de production augmente, et plus de sacs sont produits sur une même surface.

Obtention d'un meilleur prix : pour un sac de 25 kg de riz blanc, le bénéfice supplémentaire oscille entre 250 et 500 pesos/sac (cela équivaut à un gain qui varie entre 4 et 8€ par sac).

Demande en hausse : le riz biologique gagne en popularité pour son meilleur goût, sa qualité nutritive (il rassasie plus) mais aussi pour ses effets bénéfiques sur la santé (plus facile à digérer, moins acide).

Frais de production réduits : réalisation du compost et des concoctions de façon artisanale, plus besoin de s'endetter pour acheter des fertilisants et des pesticides très coûteux.

Réhabilitation du sol : la qualité du sol se régénère au fur et à mesure des cultures sans produits chimiques qui acidifient et appauvrissent le sol. Celui-ci se recharge alors en nutriments qui nourrissent les cultures.

DES ÉCONOMIES GRÂCE AU VERMICOMPOST

Cette technique, apprise lors de formations, est particulièrement populaire auprès des paysans car elle demande peu d'investissement financier et ses résultats sont presque immédiats. Pour leur prouver l'efficacité du vermicompost, les organisations locales en produisent elles-mêmes et vendent des sacs de 50kg à bon prix : 300 pesos (+/- 5€) alors que les sacs de compost industriel nourris aux produits chimiques vendus en magasin coûtent entre 800 et 1000 pesos. Convaincus par les bienfaits du vermicompost, les paysans finissent par en produire eux-mêmes, faisant ainsi de grosses économies de coûts de production.

Jeune garçon triant le vermicompost



Lors de ces formations, les enfants sont invités à participer afin qu'ils encouragent leurs parents à persévérer. Ce sont souvent eux les petites mains précieuses pour la conversion agroécologique : ils ramassent les déjections du bétail pour les transformer en fertilisant, ils prennent soin des cultures de légumes qui demandent un travail plus précis que les céréales, ils retirent les vers du compost lorsque celui-ci est fin prêt (au bout de 45-60 jours de décomposition). Les jeunes sont donc invités à mettre la main à la pâte pour devenir eux aussi acteurs, voire catalyseurs, de la transition agricole de leurs parents.

Outre l'apprentissage de pratiques agricoles, les associations locales épaulent également les paysans d'un point de vue organisationnel pour convertir leur parcelle au modèle agroécologique. En effet, après des années d'agriculture chimique, une phase intermédiaire de 3 à 5 ans où les récoltes sont moins abondantes est inévitable. Les partenaires d'E&F aident alors les paysans à sélectionner les semences les plus adaptées, à planifier leurs cultures afin que les agriculteurs aient plusieurs récoltes par an et donc des rentrées d'argent régulières. Ainsi, on évite le découragement.

Cet accompagnement des communautés paysannes, afin de les soutenir dans leur changement de modèle agricole, permet d'assurer une viabilité économique et écologique des fermes. Par ailleurs, cela démontre également que le problème de faible productivité, souvent attribué à l'agriculture familiale, peut être résolu. Une petite surface d'exploitation à faible mécanisation peut être tout à fait productive si la dépendance envers les produits chimiques est rompue et remplacée par des techniques naturelles et régénératrices. Ces changements de pratiques permettent par ailleurs de rompre le cycle d'endettement vis-à-vis des commerçants de pesticides.

Exposition aux changements climatiques

Un autre facteur déstabilisant l'agriculture est la vulnérabilité aux changements climatiques. Les **Philip-**

pines sont le troisième pays au monde à être le plus exposé aux catastrophes naturelles (après Vanuatu et Tonga, deux petits États insulaires de l'océan Pacifique). Ce sont les **typhons** (avec une moyenne de 20 typhons/an) et les **périodes de sécheresse couplées aux inondations** qui figurent parmi les phénomènes les plus fréquents et dévastateurs³⁴.

Les communautés paysannes sont particulièrement affectées par cette situation : quand leurs récoltes sont dévastées par des typhons, les paysans se retrouvent souvent sans autre source de revenus. L'imprévisibilité du climat est une donnée qui pèse désormais dans la balance lorsque se pose le choix de devenir paysan ou non. La difficulté du métier s'est accrue. « *Nous vivons de longues périodes sans pluie, puis tout à coup des pluies diluviennes s'abattent sur nos cultures et font des ravages. Avant, on pouvait faire deux récoltes de maïs sur l'année. Maintenant, on ne peut en faire qu'une seule car il n'y a pas suffisamment de pluie* », nous explique Cornelio, un paysan membre de DKMP.

COMMENT AGISSENT LES PARTENAIRES D'ENTRAIDE ET FRATERNITÉ SUR LE TERRAIN ?

S'il est impossible pour les agriculteurs d'empêcher les catastrophes, le type d'agriculture pratiqué a une influence sur la résistance des récoltes aux intempéries. Que ce soit dans le domaine de l'agriculture ou de la pêche, les organisations locales, soutenues par Entraide et Fraternité, s'activent pour tisser un réseau de communautés résilientes et capables de s'organiser pour produire de la nourriture tout en prenant soin de l'environnement, notamment via les formations dans les fermes-écoles de DKMP et CONZARRD.

Dans l'agriculture, le choix des semences est une première étape très importante. Le fait de cultiver des semences traditionnelles bien sélectionnées (et non des semences OGM pourtant subventionnées par le gouvernement) de façon agroécologique améliore la résistance des cultures. CONZARRD a également mis sur pied une « **banque de semences** » qui permet aux paysans membres de l'association de s'échanger des semences ou de venir s'approvisionner en semences paysannes sélectionnées pour un bon prix.



© Jamet Caylan, Kioska



³⁴ Voir le rapport publié par United Nations University – Institute for Environment and Human Security ; Bündnis Entwicklung Hilft : World Risk Report 2016 et le site de l'Institut philippin des études de développement <https://www.pids.gov.ph/gallery/263>

Le secteur de la pêche est lui aussi impacté. Pour se prémunir des conséquences quelques fois catastrophiques des typhons, l'organisation LAFCCOD³⁵ a réfléchi à une stratégie de gestion des risques liés au réchauffement climatique, ainsi qu'à l'adaptation à cette situation et à l'atténuation de ses effets. **Planter des mangroves** le long des côtes fait partie de cette stratégie. En effet, la mangrove s'inscrit dans un écosystème de forêts-marais entre terre et mer qui a pour effet bénéfique de limiter l'intensité des vagues et, par conséquent, l'érosion côtière. De plus, cela crée un cadre propice à la reproduction des espèces, protégeant ainsi la biodiversité. LAFCCOD mobilise

alors les communautés de pêcheurs pour organiser des plantations de mangroves, des sessions de sensibilisations sur leurs bienfaits et sur la manière d'en prendre soin afin que certains ne cèdent pas à la tentation de les couper pour ensuite les utiliser dans des constructions ou simplement comme combustible.

Le soin à l'environnement est un souci partagé par les organisations paysannes et de pêche en vue des générations futures. Ces populations, dont la survie dépend directement de la nature, ont conscience que leur sécurité alimentaire est en jeu, mais aussi celle de leurs enfants.

UNE ADMINISTRATION PRO-AGROBUSINESS... EN TRANSITION ?

Comme nous l'avons vu, l'administration du président Duterte ne considère pas le soutien à l'agriculture familiale comme un champ d'action prioritaire. Le gouvernement ne semble pas tenir de vision claire et cohérente d'une agriculture en lien avec un développement économique durable. Néanmoins, il existe également des mesures à l'échelle nationale et locale qui encouragent la transition agricole.

Une loi sur l'agriculture biologique

Depuis la loi sur l'agriculture biologique promulguée en 2010, celle-ci est en expansion aux Philippines. En effet, la loi engage l'État philippin à « promouvoir, propager, développer et mettre en œuvre la pratique de l'agriculture biologique aux Philippines afin d'enrichir la fertilité des sols, d'accroître la productivité agricole, de réduire la pollution et la destruction de l'environnement et de prévenir l'épuisement des ressources naturelles³⁶ ». Dans cette optique, de nombreuses initiatives sont menées par les organes gouvernementaux : un programme gouvernemental de promotion

de l'agriculture biologique est mis en œuvre ; le Département de l'Agriculture organise annuellement un congrès sur l'agriculture biologique ; le Département de la Sécurité sociale met en place un programme de réduction de la pauvreté faisant référence à un mode de vie durable. Dans ce cadre, des formations pour construire des infrastructures de vermicompost sont données et des concours, remettant des « prix de la famille modèle » aux parents qui promeuvent l'agriculture bio auprès de leurs enfants, sont organisés.

Toutes ces actions sont pleinement encourageantes et confirment une prise de conscience du bien-fondé du modèle biologique. Toutefois, elles ne sont pas suffisamment intégrées dans une vision cohérente pour le développement agricole et économique du pays. Au lieu de continuer à subventionner des engrais chimiques et des semences hybrides, le gouvernement devrait allouer des moyens à l'accompagnement des paysans et paysannes pour accélérer la transition agroécologique du pays. En effet, les agriculteurs familiaux sont trop souvent démunis face à l'appauvrissement des sols qui donnent lieu à des problèmes de faible productivité des cultures.



³⁵ Partenaire d'Entraide et Fraternité spécialisé dans le secteur de la pêche. Acronyme anglais pour : Lanao Aquatic and Marine Fisheries Center for Community Development.
³⁶ <http://www.fao.org/faolex/results/details/en/c/LEX-FAOC108682/>

Les enjeux de cette loi sur l'agriculture biologique devraient également être mieux intégrés aux programmes des formations en agriculture. Ces formations sont teintées par la vision pro-agrobusiness du gouvernement où l'on enseigne aux jeunes la pratique de l'agriculture chimique ou ce qu'il faut savoir pour devenir ouvrier agricole dans les plantations pour l'exportation : « **Les écoles agricoles de notre pays n'enseignent qu'un seul modèle : celui de l'agriculture chimique. L'agroécologie est pour elles un langage inconnu. Les diplômés n'en ont jamais entendu parler !**

C'est pour nous un énorme enjeu de sensibilisation et de plaidoyer » nous explique Francis Alolor, l'un de nos partenaires. En 2015, on recensait 112 universités et collèges proposant une formation en agriculture pour quelques 46 000 étudiants. Pourtant, la majorité de ces diplômés ne deviennent pas agriculteurs mais employés dans l'administration, le secteur des services ou de l'industrie³⁷. Il est donc nécessaire de revaloriser le métier d'agriculteur et d'appuyer les bienfaits de l'agriculture biologique d'un point de vue social, de la santé et de l'environnement.

ET CHEZ NOUS ?

En Belgique, l'introduction d'éléments au sujet de l'agriculture biologique ou l'agroécologie dans les formations agronomiques des universités et des hautes écoles est un phénomène récent. L'apprentissage du métier agricole s'était jusqu'ici calqué sur le modèle dominant, c'est-à-dire celui de l'agriculture dite « conventionnelle » utilisant des produits chimiques. Ces changements progressifs dans les cursus témoignent d'une demande en hausse des étudiants pour un enseignement d'une « autre agriculture ». Mais si l'enjeu de l'enseignement est crucial, il est intimement lié à celui de la recherche scientifique qui doit également être orientée vers ces alternatives à l'agriculture intensive, afin d'offrir une base de savoir solide. Or, les sujets de recherche sont déterminés par les financements octroyés, notamment par les pouvoirs publics. Convaincre les décideurs politiques du bienfondé des alternatives agricoles est donc aussi un enjeu central de la transition agroalimentaire en Belgique³⁸.

Le rôle des services locaux du gouvernement

Afin que cette loi puisse trouver un écho à l'échelle locale, les administrations régionales et communales ont un rôle important à jouer. Convaincues que leur soutien est précieux pour faciliter une transition agricole écologique, les associations partenaires d'E&F veillent particulièrement à entretenir de bonnes relations avec ces structures. Une bonne collaboration peut se concrétiser de différentes manières :

- **Appui logistique** : prêt de matériel (machines agricoles, jeeps, bateaux de pêche, lieu de stockage, etc.), aide à l'organisation d'une session d'information sur les effets dangereux des produits chimiques, etc.
- **Promulgation d'ordonnances municipales** : par exemple pour interdire la pêche à la dynamite ou l'action de brûler les enveloppes de riz afin d'en-

courager leur dissémination sur les terres pour nourrir le sol de façon écologique.

- **Soutien financier** : aide pour obtenir des subsides destinés au bétail dont l'élevage permet de diversifier les sources de revenus des paysans, mais aussi d'obtenir de la matière organique pour la réalisation d'engrais naturels.
- **Projets avec les écoles** : sensibiliser les enfants via des projets agroécologiques dans les écoles, comme un concours de potagers.

Les associations rurales jouent le rôle de pont entre ces instances politiques locales et les organisations paysannes. Petit à petit, en mobilisant différents types d'acteurs, des changements voient le jour sur le terrain et permettent d'envisager l'avenir de façon positive.

³⁷ Marilyn M. Elauria, "Farm Land Policy and Financing Program for Young Generation in the Philippines", 2015, disponible sur : http://ap.fttc.agnet.org/ap_db.php?id=448&print=1

³⁸ <http://dossiers.lalibre.be/pesticides/alternatives.php>

FUTUR

Comme le déclare le *Manifeste de la Jeunesse* publié par l'Alliance des jeunes de Mindanao pour la paix (AKMK), regroupant une centaine de groupes locaux à travers l'île : « *Les enjeux de notre pays sont ceux des jeunes.* » Cette affirmation semble évidente quand on sait que **l'âge moyen de la population philippine est de 23 ans**. Selon les chiffres de 2015 de la Banque mondiale, un peu plus de la moitié de la population a moins de 30 ans. La question de l'avenir aux Philippines ne peut donc être abordée sans prendre en considération la place de la jeunesse dans la société.

Fresque réalisée par AKMK à Iligan.



FACE À UN AVENIR INCERTAIN, DES JEUNES ENGAGÉS POUR LA JUSTICE SOCIALE

Pour la jeunesse philippine, trouver un emploi est une inquiétude grandissante. Plus de la moitié de la population au chômage est jeune. D'une part, la difficulté de trouver un travail aux Philippines, et d'autre part, la pression familiale attendant du jeune de contribuer financièrement au ménage, amènent de plus en plus de jeunes à migrer pour travailler à l'étranger. Parmi les 10 millions de travailleurs philippins dans le monde (appelés « Overseas Filipino Workers » - OFW), plus d'un sur quatre est âgé entre 15 et 30 ans³⁹.

Pour les jeunes d'AKMK, les problèmes du chômage et de la migration, tout comme ceux des changements climatiques ou de la transition agroécologique ne doivent pas se penser de façon isolée. Conscients que ces thématiques sont des enjeux interconnectés et à portée globale, le réseau AKMK souhaite sensibiliser la jeunesse afin de mieux comprendre, mais aussi de mieux agir ensemble pour un changement de société.

Sur l'île de Mindanao, AKMK constitue un réseau de la société civile incontournable regroupant plus d'une centaine de groupes locaux de jeunes engagés pour plus de justice et de paix. Existant depuis 2002, cette plateforme s'est initialement constituée pour créer un lieu de dialogue intercommunautaire entre indigènes, musulmans et chrétiens afin de définir le rôle des jeunes dans la construction d'une paix durable à Mindanao. De cette étape fondamentale ont découlé de nombreux autres thèmes et projets qui y sont liés :

- La défense des droits humains, particulièrement dans le contexte liberticide de la campagne « anti-drogue » menée par le gouvernement de Duterte ;

- La préservation de l'environnement au regard des changements climatiques ;
- La réforme agraire et le lien avec la souveraineté alimentaire ;
- L'agroécologie ;
- L'égalité des sexes et la défense des droits des minorités sexuelles LGBT.

De nombreuses activités abordant ces sujets sont organisées afin d'impliquer la jeunesse sur ces enjeux de société. Le Mindanao Youth Peace Camp (camp de jeunes pour la paix à Mindanao) par exemple, est organisé tous les deux ans. Pendant une semaine, des centaines de jeunes se retrouvent pour participer à des réflexions et des activités artistiques très diverses. « *L'attention de la jeunesse est attirée par les médias sociaux, les gadgets, c'est difficile de discuter de thèmes sociaux, surtout dans le contexte actuel de restriction de la liberté d'expression* », nous explique Doreen, membre de la coordination d'AKMK. « *Organiser un camp de jeunes où il est possible de prendre part à des conférences sur des sujets politiques, mais aussi à des ateliers de musique, d'arts plastiques ou autres, c'est une combinaison qui attire les jeunes. Nous pensons que l'expression artistique, que ce soit à travers la musique, le théâtre, la poésie, la peinture, est une excellente façon de délivrer un message politique* ». Profitant d'une forte dynamique de réseau, les autres associations partenaires d'E&F sont souvent invitées à animer des ateliers liés au climat et à l'agriculture lors de ces camps.

39 <https://psa.gov.ph/content/statistical-tables-overseas-filipino-workers-ofw-2017> p

2 LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU INTERGÉNÉRATIONNEL

Au cours de cette analyse, il a été souligné à plusieurs reprises à quel point la jeunesse a un rôle à jouer dans la dynamisation de l'agriculture paysanne. Toutefois, dans les deux premières parties, « Terre » et « Nourriture », nous avons aussi noté les conditions difficiles qui freinent l'implication des jeunes dans le secteur agricole.

Pour la jeunesse rurale et paysanne, le choix de poursuivre la voie des parents dans l'agriculture est de moins en moins évident. Le modèle de l'agriculture traditionnelle renvoie une image peu enviable du statut d'agriculteur : métier dur et sans reconnaissance sociale, dépendance vis-à-vis des créanciers, propriété foncière souvent vue comme inaccessible, etc. Par conséquent, la génération des parents est parfois même celle qui encourage les jeunes à aller travailler dans les grandes exploitations agricoles, dans les mines, voire de migrer pour travailler à l'étranger, afin d'assurer une rentrée de revenus pour la famille. En plus d'entraîner la dislocation des familles, ceci peut donner lieu à des conflits intergénérationnels où sont confrontées différentes visions du monde : « On a parfois l'impression que tout ce qui intéresse la génération de nos parents, c'est que les jeunes soutiennent financièrement la famille, peu importe le moyen. Mais cela n'a pas de sens pour nous d'aller travailler pour des gens qui sont en partie responsables des problèmes dans l'agriculture », nous explique l'équipe d'AKMK.

Or, les jeunes générations sont préoccupées par les enjeux de sécurité alimentaire et le futur de l'agriculture dans leur pays : « J'ai peur qu'une famine éclate comme en 2008 avec la crise du riz. Qu'il n'y ait plus de nourriture en suffisance, ou que l'on soit obligé de manger du poison comme de la nourriture chimique ou des OGM ! Comment faire alors si plus personne ne sait cultiver ? » se demande Argie O. Mira, leader d'un groupe local de Begong du mouvement LMK. Ces jeunes, pour la plupart agriculteurs, se disent néanmoins rassurés en voyant les résultats des techniques agroécologiques, apprises à la ferme-école de CONZARRD. « Nous sommes apaisés par les résultats de l'agroécologie, aussi bien par la qualité que par la quantité des récoltes. Pour nous, il est urgent de créer des coopératives et des associations paysannes qui sensibilisent à la transition agricole, surtout auprès des jeunes citadins dont les parents cultivent de façon conventionnelle et qui ne croient plus au métier de paysan. Les enfants, souvent plus ouverts et sensibles aux enjeux environnementaux, sont de bons canaux de sensibilisation des parents ». Vu l'importance de la va-

leur familiale dans l'agriculture aux Philippines, il est indispensable de prendre en compte la dimension intergénérationnelle dans la sensibilisation et la formation en faveur de la transition agricole vers un modèle durable. Impliquer les jeunes dans l'apprentissage des pratiques agroécologiques et leur donner des responsabilités propres sont des éléments clefs afin qu'ils se sentent partie-prenante du changement à opérer dans le modèle d'agriculture de leurs parents.

Indiscutablement, une remise en question du modèle d'agriculture chimique fait aussi son chemin aux Philippines. Les jeunes générations sont sensibles à ce message. Le besoin d'une transition agricole est manifeste tant d'un point de vue écologique que d'un point de vue social afin que les familles paysannes vivent dans la dignité.

Il va de soi que l'agriculture de demain ne peut se passer des jeunes. Le défi des prochaines années sera de faire se rencontrer cet enjeu de transition avec celui du renouvellement des jeunes dans l'agriculture, afin que la résilience du modèle d'agriculture familiale soit véritablement assurée. Si cela semble une tâche immense, les partenaires d'E&F s'y attellent déjà ! Entraide et Fraternité soutient la consolidation de ces alternatives à travers ses partenariats avec les associations locales aux Philippines et ailleurs dans le Sud. À leur échelle, à travers leurs actions de sensibilisation, de formation et de plaidoyer, les associations locales philippines soutenues par E&F luttent auprès des communautés paysannes pour favoriser l'accès à la terre, améliorer la qualité et la quantité de nourriture de façon écologique et assurer un futur pour la jeunesse. Grâce à ce travail, l'avenir est assuré pour les familles paysannes.



© Entraide et Fraternité

COMMENT FAIRE ÉCHO À CETTE LUTTE EN BELGIQUE ?

Si les enjeux mentionnés au cours de cette étude peuvent sembler éloignés de ce qui se passe en Belgique, Entraide et Fraternité fait le pari inverse. Des similitudes ont été épinglées entre les enjeux de l'agriculture à petite échelle aux Philippines et en Belgique : l'implication des jeunes, l'accès difficile à la terre, la pression due au marché libéralisé, la dépendance aux produits chimiques, la nécessité de soutien des acteurs locaux, etc. Ces éléments communs révèlent l'ampleur globale du combat pour la préservation de - ou la transition vers - une agriculture vivrière et écologique qui assure une vie digne aux paysans et paysannes, et qui représente une véritable voie de développement durable. Améliorer la résilience de ce modèle est indispensable pour la souveraineté alimentaire des populations, au Nord comme au Sud.

Chez nous aussi, il est important d'assurer la résilience de notre agriculture en veillant à l'implication des jeunes. Mieux l'agriculture durable sera soutenue, plus elle sera attractive pour les jeunes générations. Dans cette perspective, il est aussi important de soutenir les acteurs et les initiatives qui favorisent ce combat en Belgique.

COMMENT ?

- Opter pour une alimentation composée de produits locaux et biologiques au lieu de produits issus de l'industrie agroalimentaire ;
- Avoir recours aux circuits courts de commercialisation qui bénéficient davantage aux producteurs et artisans ;

- S'engager dans des initiatives de transition qui peuvent avoir de multiples facettes : potagers collectifs, monnaie locale, projet d'énergie citoyenne, repair café, etc. ;
- Soutenir l'agriculture familiale en Belgique, par exemple via l'achat de parts de la coopérative Terre-en-vue qui agit pour la préservation des terres agricoles belges via une réappropriation collective⁴⁰ ;
- Sensibiliser votre entourage sur les dérives du modèle agroindustriel et les alternatives offertes par l'agriculture familiale, par exemple via les outils pédagogiques proposés par Entraide et Fraternité⁴¹ ;
- Placer son argent dans des banques éthiques (Trio-dos) ou coopératives de finance solidaire (Crédal) qui financent des projets d'agriculture durable ;
- Appuyer le plaidoyer envers les décideurs politiques belges pour imposer le respect des standards internationaux en matière sociale et environnementale aux entreprises de l'agrobusiness, par exemple en s'engageant en faveur du traité contraignant « Entreprises et droits humains » en cours de négociations aux Nations Unies⁴².

Chacune de ces actions citoyennes vise à construire un système alimentaire plus juste. Le répertoire d'actions possibles est vaste, et l'enjeu vital. Le chantier vers la souveraineté alimentaire est ouvert, et la force du slogan des associations philippines nous encourage à poursuivre notre combat : « *Sans terre, pas de nourriture, pas de futur !* ».

⁴⁰ <https://terre-en-vue.be/presentation/la-cooperative/prendre-des-parts>

⁴¹ <https://www.entraide.be/Je-Mmmh-l-agriculture-paysanne-je>

⁴² Voir l'analyse d'Entraide et Fraternité à ce sujet : <https://www.entraide.be/Le-Traite-contraignant-de-l-ONU-un-outil-au-service-de-la-souverainete>

Journée des luttes paysannes, 2018





Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Entraide et Fraternité

Rue du Gouvernement provisoire 32
1000 Bruxelles
02 227 66 80 | entraide@entraide.be
www.entraide.be

Rédaction : Hélène Capocci
Éditrice responsable : Axelle Fischer
Photos : Jamel Caylan, Entraide et Fraternité, FIAN, Terre-en-vue
Mise en page et impression : Snel Grafics
Étude E&F 2019